

**REPUBLIQUE DU TCHAD**



**UNITE-TRAVAIL-PROGRES**

---

**MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET**

**DIRECTION GENERALE DU BUDGET**

**RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE  
L'ETAT AU DEUXIEME TRIMESTRE 2017**

**Visas :**

- DGB

- DGTCP

## **INTRODUCTION**

Le présent rapport a pour objet de faire la situation, au deuxième trimestre 2017, de l'exécution de la loi N° 033/PR/2016 du 31 Décembre 2016 portant Budget Général de l'Etat pour l'exercice 2017.

Ce rapport est destiné à l'information du public ainsi qu'aux députés, conformément à l'article 61 de la loi N°004/PR/2014 du 18 Février 2014 portant loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

Le présent rapport s'articule autour de deux parties : le contexte économique et l'état d'exécution des recettes et des dépenses au cours de la période sous revue.

## **I- CONTEXTE ECONOMIQUE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2017**

L'environnement économique dans lequel s'est exécuté le Budget Général de l'Etat au deuxième trimestre de l'année 2017 n'a pas fondamentalement changé par rapport à celui du premier trimestre, la persistance de l'insécurité dans le bassin du Lac Tchad d'une part et le niveau relativement faible du cours du pétrole d'autre part. L'activité économique au niveau international devrait s'accélérer en 2017 et en 2018, plus particulièrement dans les économies émergentes et en développement.

Au plan national, les faits marquants sont : la préparation du programme avec le FMI et les travaux de la révision de la Loi de Finances Initiale 2017.

### **EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT A FIN JUIN 2017**

#### **II.1- REALISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT**

Prévues globalement pour un montant de 692,206 milliards de FCFA dans la Loi N°033 /PR/2016 portant Budget Général de l'Etat pour l'exercice 2017, les recettes totales ont été recouvrées à hauteur de 351,753 milliards de FCFA au 30 juin 2017, soit un taux de réalisation de 51 % contre 198,425 milliards de FCFA qui représentait un taux de 26% à la même période l'année dernière. Il se dégage une augmentation de 153,328 milliards de FCFA

Cette performance s'explique par les innovations fiscales introduites dans la Loi de Finances Initiale 2017 d'une part et par le fait que les sociétés pétrolières ont soldées leurs crédits d'impôt et payent à nouveau l'impôt sur les sociétés d'autre part.

##### **II.1.1- RECETTES HORS PETROLE**

Sur une prévision annuelle de 455,000 milliards de FCFA, les réalisations de ressources hors pétrole au 30 juin 2017 sont recouvrées à hauteur de 188,735 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 41% contre 176,638 milliards de FCFA soit 38% un an plutôt. Elles sont en augmentation de 12,097 milliards de FCFA

##### **II.1.1.1- Recettes fiscales**

Au 30 juin 2017, les recettes fiscales sont recouvrées à hauteur de 163,389 milliards de FCFA sur les 425,000 milliards de prévisions budgétaires, correspondant à un taux de recouvrement de 38%. Par rapport à la même période l'année dernière, elles étaient de 167,342 milliards de

FCFA pour une prévision de 430,170 milliards de FCFA, soit 39%. Elles accusent une contreperformance de 3,953 milliards de FCFA en valeur absolue.

Au niveau des régies financières, la Direction Générale des Impôts (DGI) a réalisé 44% de ses prévisions budgétaires, soit un montant de 125,346 milliards de FCFA contre 121,971 milliards de FCFA à la fin du deuxième trimestre 2016 soit une hausse de 3,375 milliards de FCFA. Cette hausse s'explique par l'introduction des innovations fiscales dans la Loi de Finances Initiale 2017. La Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) quant à elle, a réalisé 27% de ses prévisions annuelles, soit 38,043 milliards de FCFA contre 45,371 milliards de FCFA pour la même période une année plutôt soit une diminution de 7,328 milliards de FCFA en valeur absolu. Les diminutions à la DGDDI s'expliquent par le fait que certains recouvrements effectués et qui relèvent de cette régie sont en attente dans les recettes diverses (produits divers non classés)

#### **II.1.1.2- Recettes non fiscales**

Les recettes non fiscales ont connu un recouvrement de 25,718 milliards de FCFA à fin juin 2017 sur les 30,000 milliards de FCFA prévus, soit une réalisation de plus de 119%. A fin juin de l'année les recouvrements étaient de 9,296 milliards de FCFA, soit une augmentation de 16,422 milliards de FCFA. Cette performance s'explique principalement par le taux recouvrement élevé au niveau des recettes divers (produits divers non classés) (206%).

#### **II.1.2- RECETTES PETROLIERES**

A la fin du second trimestre 2017, sur une prévision annuelle de la LFI de 44,700 milliards de FCFA, les recettes pétrolières sont mobilisées à hauteur de 41,293 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 92%. Elles se décomposent en (5,606 milliards de FCFA d'impôts sur les sociétés, 1,490 milliards de FCFA au titre des redevances statistiques, 29,532 milliards de FCFA de redevance sur la production et dividendes, 3,919 milliards de FCFA sur les droits d'accès au pipe, et 746 millions de FCFA des autres recettes pétrolières). Par rapport au second trimestre de l'année dernière où le niveau de recouvrement était de 4,847 milliards de FCFA, on note une augmentation de 36,446 milliards de FCFA. Cette hausse est due au paiement par la Société de Raffinage de N'Djaména (SRN) de la redevance sur la production et de l'Impôt sur les Société (IS) par le consortium (Esso et Petronas).

#### **II.1.3- RECETTES EN CAPITAL**

Au 30 juin 2017, les décaissements des bailleurs de fonds au profit des projets sectoriels se chiffrent à 106,425 milliards. En 2016, à fin juin, cette catégorie de recettes n'a pas connu de recouvrement. Ces décaissements se décomposent comme suit : 62,511 milliards de FCFA pour les dons/projets et 43,914 milliards de FCFA pour les prêts/projets

#### **II.1.4- RECETTES EXCEPTIONNELLES**

Sur une prévision de 30,000 milliards de FCFA, les recettes exceptionnelles ont connu une réalisation au 30 juin 2017 de 15,300 milliards de FCFA (contentieux SRN) par rapport à l'année dernière où elles se situaient à 16,760 milliards de FCFA à la fin du deuxième trimestre. On note une diminution de 1,460 milliard de FCFA.

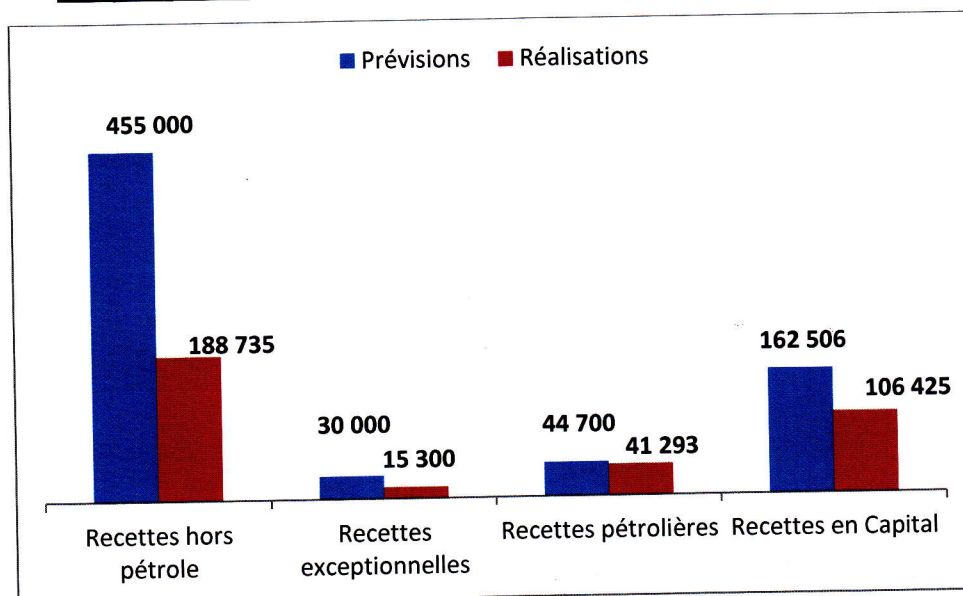
Le tableau et le graphique ci-dessous résument les différents niveaux de réalisation des recettes budgétaires de l'Etat au titre du deuxième trimestre 2017.

**Tableau 1 :** Réalisation des recettes au 30 juin 2017

Nature de la recette	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation
Recettes hors pétrole	455 000	188 735	41%
Recettes exceptionnelles (contentieux SRN)	30 000	15 300	51%
Recettes pétrolières	44 700	41 293	92%
Recettes en Capital	162 506	106 425	65%
<b>Total</b>	<b>692 206</b>	<b>351 753</b>	<b>51%</b>

*Source : DGT/MFB*

**Graphique 1 :** Réalisation des recettes au deuxième trimestre 2017



*Source : DGTCP/MFB*

## II.2- EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT EN DEPENSES

L'analyse de la situation d'exécution des dépenses budgétaires au deuxième trimestre 2017, porte sur le Service de la Dette, les Dotations aux Pouvoirs Publics, les Interventions de l'Etat et les Equipements-Investissements. Sur les 937,097 milliards de FCFA de prévisions établies dans la Loi de Finances Initiale 2017, les dépenses totales de l'Etat, sont évaluées à 391,838 milliards de FCFA à fin juin 2017 (dont 46,765 milliards de FCFA des dépenses avant ordonnancement (D.A.O) contre 202,004 milliards de FCFA à fin juin 2016, soit un taux

d'exécution de 42% contre 7% durant la même période l'année dernière. L'exécution des dépenses a connu une hausse de 189,864 milliards de FCFA.

### **II.2.1- Service de la dette (Titre I)**

Prévu pour un montant de 179,666 milliards de FCFA, le service de la dette publique a connu une réalisation de l'ordre de 18,797 milliards de FCFA au cours du second trimestre 2017, soit un taux d'exécution de 10%. A la même période l'année dernière, cette catégorie de dépense n'a pas connue d'exécution.

Il faut signaler que les dépenses du service de la dette compte tenu de leur spécificité sont effectuées sous forme des dépenses avant ordonnancement (DAO) pour éviter d'éventuels retards de paiements des différentes échéances et ce n'est qu'après paiement qu'elles sont régularisées dans le circuit intégré des dépenses CID. Au deuxième trimestre de l'année dernière du fait des problèmes de trésorerie aucune échéance n'a connu le moindre remboursement

### **II.2.2- Dotation des pouvoirs publics (TITRE II)**

Au cours du deuxième trimestre 2017, sur une dotation annuelle de 387,370 milliards de Francs CFA, le montant total des dépenses correspondant à ce titre se chiffre à 230,044 milliards de Francs CFA contre 195,813 milliards de FCFA en juin 2016, soit un taux d'exécution de 59% contre 44% pendant la même période l'année dernière. Les dépenses relatives à la dotation des pouvoirs publics ont connu une augmentation de 34,231 milliards FCFA. Cette hausse s'explique par le fait que le Budget général de l'Etat a été mis en place très tôt, le décret de répartition des crédits de la Loi de Finances Initiale a été signé le 18 janvier 2017. Par composante, les dépenses des Pouvoirs Publics se présente comme ci-dessous.

#### **II.2.2.1- Personnel**

A la fin du deuxième trimestre 2017, ces dépenses sont exécutées à hauteur de 194,729 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de la LFI de 326,370 milliards de FCFA, (composées de 147,557 milliards de FCFA pour les civils et 47,172 milliards pour les militaires), soit un taux d'exécution de 60% contre 50% à la même période en 2016. Par rapport à l'année dernière où elles s'élevaient à 188,556 milliards de FCFA.

#### **II.2.2.2- Biens et Services**

Au titre du 2<sup>e</sup> trimestre 2017, les dépenses de biens et services s'élèvent à 35,315 milliards de FCFA sur une dotation annuelle de 61,000 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 58% contre 7,257 milliards de FCFA, soit 3% à la même période en 2016. On note une augmentation de 28,058 milliards de FCFA qui s'explique par le fait que l'année dernière les engagements ont commencés très tardivement à cause de la parution tardive du décret de répartition. Les seules dépenses qui ont été exécutées concernent les missions et transports dont les engagements ont été effectués manuellement (hors CID).

### II.2.3- Transferts et subventions (Titre III)

Pour une prévision de 120,000 milliards de FCFA, les dépenses de transferts et subventions ont été exécutées à hauteur de 28,712 milliards de FCFA au 30 juin 2017, soit un taux d'exécution de 24%. Il faut signaler qu'en 2016 à la même période les dépenses relatives au titre III s'élèvent à 5,617 milliards de FCFA pour une prévision 204,020 milliards soit 3%. Les raisons évoquées pour les biens et services sont aussi valables pour les transferts et subventions

### II.2.4- Investissement-Equipement (Titre V)

A la date du 30 juin 2017, les dépenses d'investissements sur ressources intérieures sont exécutées à concurrence de 7,896 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de 89,555 milliards de FCFA, ce qui correspond à un taux d'exécution de 9%. Cette catégorie de dépense n'a connu qu'un taux d'exécution l'année dernière de 0,1%, soit 574 millions de FCFA pour une prévision de 603,360 milliards de FCFA. Quant aux investissements sur financements extérieurs, l'exécution des dépenses liées à ces financements se chiffrent à 106,425 milliards de FCFA pour une prévision de 160,506 de milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 66%. Ils se répartissent comme suit : 62,511 milliards de FCFA pour les dons/projets et 43,419 milliards de FCFA pour les emprunts/projets. L'année dernière au 31 mars, cette catégorie de dépense n'a pas connu d'exécution.

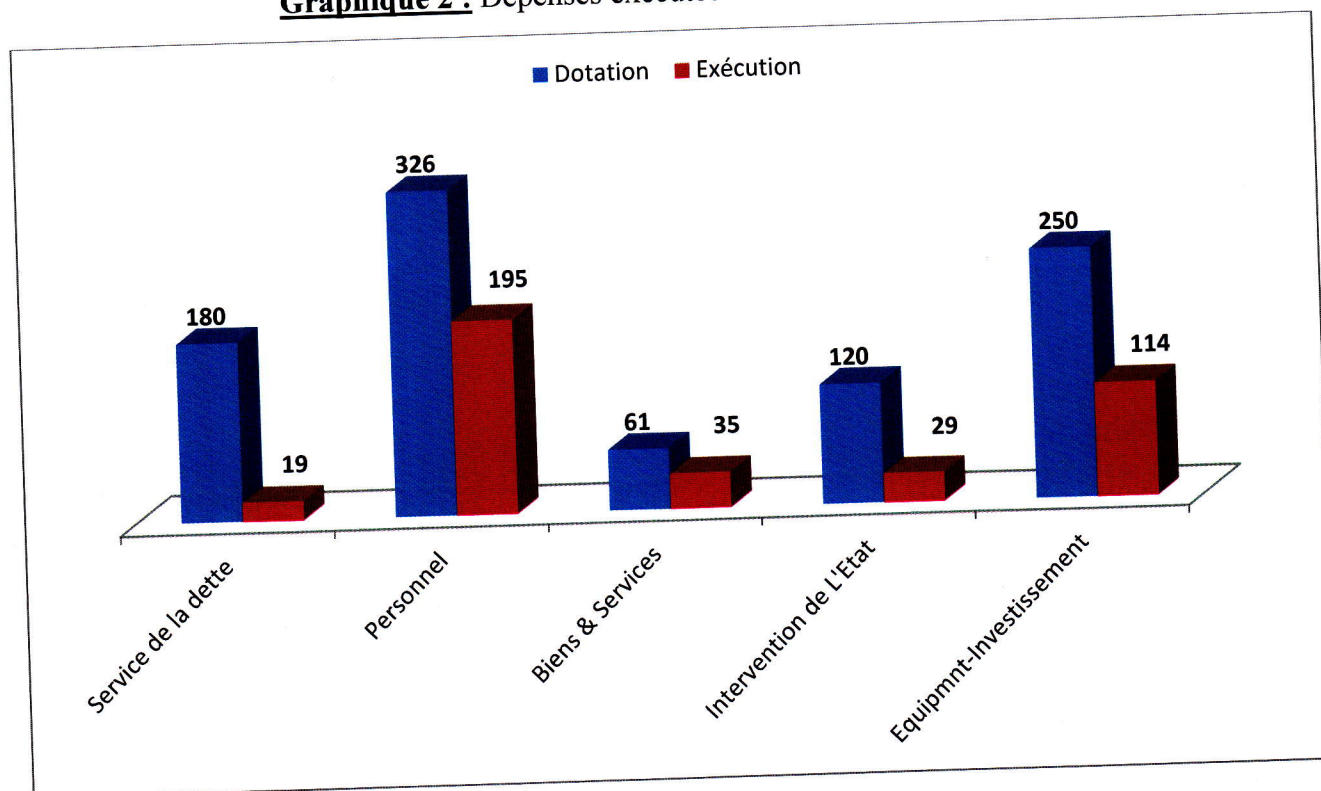
La situation des dépenses du Budget Général de l'Etat est présentée dans le tableau récapitulatif et graphique ci-après.

**Tableau 2 :** Exécution des dépenses au 30 juin 2017

Nature	Dotation	Exécution	Taux D'exécution
<b>Service de la dette publique (y compris amortissements)</b>	179,666	18,791	10%
<b>Dotation aux pouvoirs publics</b>	387,370	230,044	59%
<i>Personnel</i>	326,370	194,729	60%
<i>Biens &amp; Services</i>	61,000	35,315	58%
<b>Intervention de L'Etat</b>	120,000	28,712	24%
<b>Equipement-Investissement</b>	250,061	114,321	46%
<i>Investissements sur ressources intérieures</i>	89,555	7,896	9%
<i>Investissements sur ressources extérieures</i>	160,506	106,425	66%
<b>Total</b>	<b>937,097</b>	<b>391,868</b>	<b>42%</b>

Source.: DGTCP/DGB/MFB

**Graphique 2 :** Dépenses exécutées au deuxième trimestre 2017



Source : DGTCP/DGB/MFB

## CONCLUSION

Au deuxième trimestre 2017, le Budget de l'Etat s'est exécuté à hauteur de 51 % pour les recettes contre 42 % pour les dépenses. L'on observe qu'au niveau des recettes, ce sont les recettes pétrolières qui ont connu le meilleur taux de réalisation (97%). En ce qui concerne les dépenses, ce sont les dotations aux pouvoirs publics qui ont des niveaux d'exécution les plus élevés (59 %) qui s'explique par l'engagement régulier des salaires.

Fait à N'Djaména le, 15 NOV 2017

La Secrétaire d'Etat aux Finances et au Budget



Mme BIANATA TCHALE SOW